



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**(Commun à tous les lots)
(C.C.A.P.)**

L'acheteur :

**Grand Port Maritime de Bordeaux
152, quai de Bacalan
CS 41320
33082 BORDEAUX CEDEX**

CCAP numéro 25S03 commun à l'accord-cadre et aux marchés fondés sur l'accord-cadre, établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :

Mise à disposition de personnels intérimaires







Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS	2
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	3
4.	ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	4
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
8.	LITIGE ET SANCTIONS	9
9.	FIN DU CONTRAT	10

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Mise à disposition de personnels intérimaires
	Acheteur	GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX
	Type de contrat	Accord-cadre de services multi-attributaires à marchés subséquents sans minimum et avec maximum
	Structure	4 lots
	Lieu d'exécution	Circonscription du GPMB
	Durée	48 mois

1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

L'objet du présent contrat concerne la réalisation, au profit du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB), de prestations de **mise à disposition de personnels intérimaires** pour des missions temporaires relatives à des métiers de type technique et administratif.

Les prestations d'intérim concernent la mise à disposition de personnel non-cadre sur les métiers définis au CCTP.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le contrat est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 3 annexes « ; Conditions d'accès aux sites du GPMB », « Consignes de sécurité »; et « RGPD »,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le Bordereau des Prix Plafonds (BP),
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- le mémoire technique du titulaire,
- Les marchés subséquents pris sur le fondement de l'accord-cadre.

Pièces générales :

- Le code de la commande publique
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes (approuvé par arrêté du 30 mars 2021).

2.2. Durée du contrat

■ Durée globale du contrat :

La durée de l'accord-cadre est indiquée à l'acte d'engagement.

■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées en **4 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est l'**accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum** en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique.

Le contrat est attribué à plusieurs opérateurs économiques :

N° Lot	Montant maxi	Nombre de titulaires
Lot n°1 - Pôle personnel administratif	200 000,00 € HT	Trois (3)
Lot n°2 - Pôle ouvrier non spécialisé	100 000,00 € HT	Quatre (4)
Lot n°3 - Pôle ouvrier spécialisé	1 000 000,00 € HT	Cinq (5)
Lot n°4 - Pôle personnel de restauration	100 000,00 € HT	Quatre (4)

Les marchés subséquents pourront prendre la forme d'un bon de commande ou d'un accord-cadre à bons de commande selon la nature et l'étendue du besoin.

La(les) personne(s) habilitée(s) à signer le marché subséquent est (sont) désignée(s) par le règlement intérieur du GPMB.

4. ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

■ Modalités de remise en concurrence :

Les marchés subséquents, passés sur le fondement du présent accord-cadre, seront attribués après organisation d'une mise en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre qui interviendra à la survenance du besoin.

Les titulaires de l'accord-cadre recevront simultanément, de manière dématérialisée (courriel ou profil acheteur), la consultation relative à chaque marché subséquent.

La consultation consistera en une expression de besoin formulée par une lettre de consultation simplifiée et une lettre d'engagement, valant acte d'engagement et CCP, du marché subséquent. Le délai de réponse sera fonction de la nature du besoin et suffisant pour formuler une offre.

La lettre de consultation simplifiée « *Consultation pour une mission d'intérim* » (cf annexe 11 du CCTP) sera transmise à chaque consultation et comportera les rubriques ci-après :

- Le métier concerné
- L'identité et la fonction du demandeur
- Le motif du recours à l'intérim
- La période de la mission d'intérim
- L'affectation de l'intérimaire
- La nature de la mission d'intérim ainsi que les tâches à réaliser
- La qualification de l'intérimaire pour réaliser la mission :
 - ✓ Compétences requises
 - ✓ Aptitudes requises
 - ✓ Équipements requis

■ Délais d'exécution des marchés subséquents

La conclusion des marchés passés sur le fondement du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

Leur durée d'exécution ne peut se prolonger au-delà de trois mois après l'échéance de validité de l'accord-cadre. Elle sera fixée dans les marchés fondés sur cet accord.

■ Présentation des offres des marchés subséquents

Les offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de la consultation propres au marché fondé sur l'accord-cadre.

Elles sont transmises par tout moyen permettant de déterminer la date et l'heure de réception.

Les parties ne pourront pas apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

Les titulaires de l'accord-cadre ont l'obligation de remettre une offre à chaque remise en concurrence des marchés fondés sur l'accord-cadre. Ils s'engagent à faire des offres régulières, raisonnables et appropriées lors de chaque consultation. Une offre parvenue hors délai sera systématiquement rejetée.

■ Offre de prix pour les marchés subséquents

Les prix unitaires et forfaitaires figurant dans le bordereau des prix de l'accord-cadre constituent des prix plafonds pour les marchés subséquents que les titulaires doivent respecter pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Durant toute la durée de l'accord-cadre, les prix proposés, lors de la passation des marchés subséquents, ne pourront pas être supérieurs aux prix indiqués dans ce référentiel.

Les titulaires de l'accord-cadre auront la possibilité de proposer des prix plus avantageux à chaque mise en concurrence en fonction des quantités et spécificités propre à chaque consultation.

En cas de remise d'une offre dépassant les prix prévus au bordereau initial constituant les prix dits « plafonds », l'offre sera déclarée irrégulière.

■ Jugement des offres pour les marchés subséquents

Les offres pour les marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre seront jugées communément selon les critères de jugement suivants :

1. Valeur technique (pondération : 70)
L'appréciation de ce critère sera réalisée au regard du profil proposé (expérience, diplômes et/ou formations en lien avec la demande formulée)
2. Prix des prestations (pondération : 30)

Absence de remise d'offres ou d'offres recevables lors d'une consultation pour les marchés subséquents :

En l'absence d'offres ou si les offres remises, lors de consultation pour les marchés subséquents, se révèlent irrégulières, inappropriées ou inacceptables, l'acheteur pourra déclarer la consultation infructueuse et satisfaire le besoin qui devait être couvert par un marché subséquent par le biais d'une autre procédure, sans s'exposer à un recours de la part des titulaires du présent accord cadre.

■ Commande des prestations :

Après la notification de chaque marché subséquent, les bons de commande émis comporteront :

- la référence de l'accord cadre ;
- la référence du marché subséquent ;
- le numéro de bon de commande ;
- la fonction de l'intérimaire ;
- les dates d'intervention de l'intérimaire ;
- le nombre de jours de travail ;
- L'affectation de l'intérimaire ;
- le taux horaire.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du 01/01 au 31/12, du lundi 7 h 45 au vendredi 17 h 00, par email.

La date de notification du bon de commande correspond à la date à laquelle le titulaire a reçu le bon de commande,

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Variation des prix :

Les prix de l'accord-cadre sont conclus à prix fermes.

Le taux de rémunération du titulaire reste invariable durant la période de validité de l'accord cadre.

Le taux horaire et les primes versées au salarié intérimaire sont assujettis à la grille locale du GPMB de rémunération des salariés des établissements portuaires relevant de la convention collective « CCNU Ports et Manutention » n° 3017.

Un barème de salaire réactualisé est transmis à l'issue des revalorisations générales de salaires annuelles.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

Lorsque, dès la signature du contrat initial de mise à disposition, la durée de la mission est supérieure à 10 semaines, c'est le coefficient minoré qui s'applique.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du marché subséquent est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ Présentation des demandes de paiement :

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° SIRET et adresse du créancier,
- la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le nom de l'intérimaire, sa fonction et son affectation ;
- les dates d'intervention de l'intérimaire ;
- le nombre de jours de travail ;

- la décomposition des heures effectuées (heures normales, heures supplémentaires, paniers, shift)
- le taux horaire,
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Conformément au Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée via la plate-forme Chorus Portail Pro accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement devront, notamment, comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET du GPMB: 78180414100021 qui identifiera ce dernier comme étant le destinataire de la facture.
- Le numéro d'engagement correspondant au numéro du bon de commande.

■ Périodicité des paiements :

Les paiements interviennent chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Au début de chaque mois, pour les prestations effectuées le mois précédent, le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché subséquent depuis le début de celui-ci.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

La prestation doit être exécutée dans les conditions définies au CCTP.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations sera indiqué au niveau de chaque marché subséquent

Les prestations sont essentiellement exécutées sur la circonscription du GPMB.

6.2. Développement durable

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ses engagements définis au mémoire technique.

6.3. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le contrat peut être modifié selon les modalités suivantes :

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le périmètre des prestations peut évoluer en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur comme l'ajout d'un nouveau métier non référencé au CCTP et en lien avec un des « pôle métier » définissant un lot. Cette modification sera constatée par voie d'avenant.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Les stipulations du CCAG sont applicables.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents suivants :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance),
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics),
- la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code).

■ Réparation des dommages :

Les stipulations du CCAG sont applicables.

■ Sous-traitance :

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'entité adjudicatrice.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Les documents relatifs à ses capacités professionnelles et financières :
- Une copie de l'extrait K-Bis de moins de trois mois,
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le sous-traitant,
- Les attestations d'assurance, fiscales et sociales.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 41.1 du CCAG FCS).

■ Autres stipulations diverses :

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS :

Non-respect du délai de remplacement en cas d'arrêt de l'intérimaire

En cas de non-respect du délai de remplacement en cas d'arrêt de l'intérimaire, tel que précisé dans le mémoire technique du titulaire, ce dernier encourt une pénalité forfaitaire de 500,00 €.

Retard de mise à disposition du personnel intérimaire délégué :

En cas de retard, une pénalité forfaitaire de 1 500,00 € par personne sera appliquée.

Inaptitude du personnel intérimaire

En cas d'inaptitude professionnelle d'un intérimaire délégué pour réaliser une mission, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500,00 €.

■ **Plafonnement des montants :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ **Seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ **Observations préalables à l'application**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

8.2. Autres stipulations

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Bordeaux
9 rue Tastet - CS 21490
33063 Bordeaux Cedex
Téléphone : 05 56 99 38 00 - Télécopie : 05 56 24 39 03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr
Site internet : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1 du CCAG FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général, excepté celle pour prestations reçues.

■ **Éviction d'un titulaire de l'accord-cadre :**

L'acheteur se réserve la possibilité d'évincer, sans indemnités, un titulaire de l'accord-cadre, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations :

- lorsque celui-ci ne remettra pas de réponse à trois remises en concurrence ;

- lorsque celui-ci ne respectera pas les prix plafonds sur lesquels il s'est engagé lors de trois remises en concurrence,
- par une exécution défailante d'un ou plusieurs marchés subséquents,
- lorsque des modifications importantes relatives au fonctionnement de l'entreprise, sont de nature à compromettre l'exécution de l'accord-cadre ou à remettre en cause les capacités du titulaire,
- lorsque, postérieurement à la conclusion de l'accord-cadre, le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics,

L'éviction définitive prend effet à la date fixée dans la décision d'éviction ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

L'éviction de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution

■ Résiliation pour insuffisance de concurrence :

L'acheteur se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre, par anticipation, sans mise en demeure et sans indemnités dans l'un des cas suivants :

- offres pour les marchés subséquents irrégulières, irrecevables ou inappropriées de la part de l'ensemble des titulaires pour faire perdre tout intérêt à la mise en œuvre d'une concurrence permanente entre les titulaires de l'accord-cadre.
- absence d'offre pour les marchés subséquents, ayant conduit à l'éviction d'au moins deux des titulaires de l'accord-cadre pour les lots 1 et 2 et 4,
- absence d'offre pour les marchés subséquents, ayant conduit à l'éviction d'au moins trois des titulaires de l'accord-cadre pour le lot 3,

Si l'accord-cadre est résilié, les marchés subséquents passés antérieurement sur la base de celui-ci peuvent continuer à être régulièrement exécutés.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)